

Charles Akande, rédacteur

## *Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture*

### **Programme de la politique commerciale de 2013 des États-Unis**

Le gouvernement Obama, qui a pour objectif de soutenir une plus forte croissance de l'économie et de l'emploi, a demandé une Trade Promotion Authority (TPA) (autorisation de promotion du commerce) afin que le représentant au Commerce des États-Unis (USTR) puisse accélérer le processus sur plusieurs fronts commerciaux. Aux États-Unis, la TPA désigne l'autorisation donnée au président de négocier des accords internationaux que le Congrès peut approuver ou désapprouver, mais qu'il ne peut pas modifier ni bloquer au moyen d'une obstruction systématique. On l'appelle également l'autorisation de négociation accélérée.

La dernière TPA est arrivée à terme en 2007, et le gouvernement Obama en demande le renouvellement afin de concentrer ses efforts sur le Partenariat transpacifique (PTP), que les 11 participants espèrent conclure d'ici octobre de cette année, et sur le prochain Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (PTCI) avec l'UE, qui devrait commencer formellement en juin de cette année et arriver à conclusion avant la fin de 2014.

« Pour faciliter la conclusion, l'approbation et la mise en œuvre des efforts de négociation en matière d'ouverture des marchés, nous travaillerons également avec le Congrès sur l'autorisation de promotion du commerce », déclare le rapport sur la stratégie commerciale de 2013 publié par le bureau du représentant au Commerce des États-Unis le 1<sup>er</sup> mars, ajoutant qu'« [TRADUCTION] une telle autorisation orientera les négociations actuelles et futures et soutiendra ainsi à l'avenir un programme commercial axé sur les emplois. »

Au moment où les pays du PTP, en l'occurrence l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les États-Unis et le Vietnam se préparent à la réunion de Singapour pour leur 16<sup>e</sup> série de négociations, le 4 mars, les observateurs ont émis des doutes à propos de la capacité du groupe à conclure les pourparlers cette année, mentionnant que la déclaration émise conjointement par les États-Unis et l'Union Européenne la semaine dernière, après la visite du premier ministre du Japon, M. Shinzo Abe, à Washington, afin de persuader le pays à se joindre aux négociations, pourrait éventuellement avoir pour effet de retarder la conclusion des pourparlers.

Le rapport sur la stratégie commerciale de 2013 de l'USTR stipule également que les États-Unis poursuivront leurs efforts pour conclure des accords plurilatéraux sur les services avec un certain nombre de pays de l'OMC, ainsi que pour mener des « [TRADUCTION] négociations plurilatérales ayant trait au commerce des produits agricoles dérivés des nouvelles technologies ».

Pour ce qui est de la 9<sup>e</sup> Conférence ministérielle (CM9) de Bali, le rapport déclare que les États-Unis continueront de défendre leurs « [TRADUCTION] intérêts dans le secteur des exportations et d'autres priorités de la politique commerciale et que cela peut marquer le début d'une nouvelle période de libéralisation multilatérale du commerce à l'OMC ».

Dans le secteur des négociations sur l'agriculture, les États-Unis continueront de favoriser « [TRADUCTION] les approches nouvelles pour atteindre des résultats » dans la perspective d'obtenir des niveaux d'engagements significatifs en matière d'accès aux marchés des pays émergents, notamment le Brésil et la Chine, « [TRADUCTION] comme une clé pour conclure le Programme de Doha pour le développement (PDD) ». Le rapport insiste par ailleurs sur le fait que le défi consistera, en 2013, au moment où les membres abordent la neuvième Conférence ministérielle, de réaliser des progrès continus vers des résultats équilibrés et équitables en agriculture.

#### **« Accélérer le travail sur tous les fronts »**

Le 25 février, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, a exhorté les délégués à accélérer le rythme du travail qu'ils doivent effectuer pour faire de la 9<sup>e</sup> Conférence ministérielle (CM9) de Bali une réussite. Reprenant la discussion au point où l'ensemble des membres l'avaient laissée après la réunion informelle du Comité des négociations commerciales du 22 février, M. Lamy a déclaré que le message était clair : « [TRADUCTION] courez plus vite ou vous ne franchirez pas la ligne d'arrivée à Bali ».

L'ensemble de Bali s'articulera essentiellement autour de trois principaux éléments : la facilitation des échanges, l'agriculture et le développement/les enjeux des pays les moins avancés (PMA). La dernière catégorie comprend plusieurs éléments parmi lesquels un ensemble d'enjeux de développement qui ont été acceptés à la CM8, en l'occurrence l'aide pour le commerce et un résultat favorable émanant des négociations sur l'élargissement de l'Accord sur les marchés publics (AMP) et de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI).



Les fonctionnaires ont décrit les revendications des PMA pour un accord portant sur l'accès en franchise de droits et sans contingent d'au moins 97 % de leurs exportations vers les marchés des pays riches et l'enjeu du coton, dans lequel les réductions des subventions devraient être réglées de façon expéditive, spécifique et ambitieuse, comme il est précisé dans la Déclaration de Hong Kong de 2005, comme les deux éléments dont il est le moins probable qu'ils feront partie des résultats escomptés de Bali, en raison de leur sensibilité pour les États-Unis.

Un autre secteur de problème éventuel est la proposition du G-33 sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire. La proposition, qui cherche à permettre que les achats effectués par les gouvernements auprès d'agriculteurs pauvres aux fins de sécurité alimentaire soient considérés comme n'ayant pas d'effet de distorsion du commerce est loin de recueillir le consensus.

Quoi qu'il en soit, M. Lamy espère que les membres parviendront à faire en sorte que certains résultats escomptés concrets seront prêts au moment où l'organisation entamera son congé d'été, ce qui laisse essentiellement aux délégués environ 20 semaines de travail pour achever leurs tâches. « [TRADUCTION] J'aimerais donc vous encourager, comme je l'ai fait la semaine dernière, à renforcer votre engagement, à vous écouter réciproquement et à accélérer le travail sur tous les fronts », a ajouté M. Lamy.

Entre-temps, l'ensemble des membres auront l'occasion de faire le bilan de leurs progrès lors de la réunion informelle du Comité des négociations commerciales du 11 avril. Le groupe d'experts constitué par M. Lamy, qui est censé déterminer « l'avenir du commerce » en analysant les régimes commerciaux actuels et futurs dans la perspective d'injecter de l'énergie et du soutien pour une nouvelle approche des négociations, devrait publier son rapport au début d'avril. Le groupe d'experts a consulté les membres tout au long de l'automne 2012. Son rapport, à propos duquel certains pays insistent qu'il devrait s'agir du document de M. Lamy et non de celui de l'OMC, devait être diffusé au début de cette année.

## Prochains événements

- XVI<sup>e</sup> série du PTP, 3-14 mars 2013, Singapour
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 26 mars, 4 septembre, 12 novembre 2013
- Rapport du groupe d'experts : « Définir l'avenir du commerce », début avril 2013
- Séance informelle du CNC (bilan de Bali), 11 avril 2013
- Réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce, 20-21 avril 2013
- Conseil général, mai, 24-25 juillet, 8-9 octobre, 5-6 novembre 2013
- Forum annuel de l'OCDE, 27-31 mai 2013 (Paris)
- Délai pour les résultats escomptés de Bali, août 2013
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 1<sup>er</sup>-8 octobre 2013
- Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali

**Genève en bref** est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

[www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca).

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254